

AU TRIBUNAL *COMMON PLEAS* (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
COMTÉ DE _____, OHIO

Partie demanderesse : N° de dossier _____

_____ : Juge/Magistrat-e _____

_____ :

Adresse (adresse postale protégée) :

_____ :

Ville, État, Code postal : **REQUÊTE EN ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE DANS LES FRÉQUENTATIONS AMOUREUSES (R.C. 3113.31)**

Né·e le _____ / _____ / _____ :

contre _____ :

_____ :

Partie défenderesse :

_____ :

Adresse (si le domicile est inconnu, adresse professionnelle) :

_____ :

Ville, État, Code postal _____ :

Né·e le _____ / _____ / _____ :

COCHEZ TOUTES LES CASES APPLICABLES. SI VOUS DEMANDEZ QUE VOTRE ADRESSE RESTE CONFIDENTIELLE, VEUILLEZ INDIQUER UNE ADRESSE POSTALE POUR RECEVOIR DU COURRIER EN SÉCURITÉ. SI VOUS PARTICIPEZ AU PROGRAMME DE CONFIDENTIALITÉ DES ADRESSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, VEUILLEZ UTILISER L'ADRESSE DE BOÎTE POSTALE QUI VOUS A ÉTÉ ATTRIBUÉE. LE PRÉSENT FORMULAIRE EST UN DOCUMENT À ACCÈS PUBLIC.

- J'ai besoin, ou un témoin a besoin, d'un ou une interprète en langue étrangère en _____ ou d'un ou une interprète en langue des signes américaine conformément à S.R. 88.
- 1. Je **veux** **ne veux pas** une **ordonnance de protection non contradictoire (Ex Parte)** selon les dispositions de R.C. 3113.31. La partie demanderesse demande en outre l'inscription d'une audience contradictoire au calendrier des audiences, que l'ordonnance de protection non contradictoire (*Ex Parte*) ait été accordée, rejetée ou non demandée
- 2. Je dépose la requête parce que je crains un danger permanent. J'avais 18 ans ou plus au moment des violences et j'ai, ou j'ai eu, une relation amoureuse avec la partie défenderesse durant l'année qui précédait ces actes de violence.
- 3. Outre moi-même, j'ai énuméré ci-dessous tous les membres de ma famille ou de mon foyer qui ont besoin d'une protection (**ne pas remplir la rubrique si vous ne demandez pas de protection pour d'autres membres de votre famille ou de votre foyer**)

NOM	NÉ·E LE	RELATION AVEC LA PARTIE DEMANDERESSE
-----	---------	--------------------------------------

4. La partie défenderesse a commis un acte de violence à mon encontre.
5. La partie défenderesse était âgée de 18 ans ou plus lors des actes de violences
6. J'ai, ou j'ai eu, une relation sentimentale ou intime avec la partie défenderesse.
7. J'avais avec la partie défenderesse une relation qui **n'était ni** une simple relation de connaissance, **ni** une relation professionnelle **ni** une relation sociale occasionnelle.
8. Vous **devez** décrire votre relation avec la partie défenderesse. Vous pouvez inclure : (si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page).
 - Si vous avez forgé un lien spécial au-delà d'une simple relation de connaissance, d'une relation professionnelle ou d'une relation sociale occasionnelle.
 - Durée de la relation avec la partie défenderesse
 - Nature et fréquence des contacts avec la partie défenderesse, y compris si vous avez eu une relation intime et des échanges indiquant que votre relation avec la partie défenderesse allait au-delà de la simple fréquentation occasionnelle ou d'une relation professionnelle ou sociale ordinaire
 - Attentes concernant la relation avec la partie défenderesse
 - Déclarations ou comportement de la partie défenderesse ou de vous-même qui pourraient montrer au tribunal la profondeur ou l'intensité de la relation
 - Toute autre raison ou explication démontrant le fait que vous aviez une fréquentation amoureuse

9. Vous **devez** décrire les menaces ou les actions de la partie défenderesse qui vous ont effrayé·e. Quand cela s'est-il produit ? (Si vous ne connaissez pas les dates exactes, indiquez des dates approximatives). Expliquez pourquoi vous pensez être en danger. **Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.**

-
-
-
-
10. Vous pouvez décrire, **si vous le souhaitez et le savez**, l'un des éléments énoncés ci-dessous. L'absence de description de ces éléments dans votre requête ne signifie pas l'absence de violence dans cette relation. **Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.**

- Antécédents de violence familiale ou autres actes de violence par la partie défenderesse
 - Antécédents d'infraction d'ordonnances judiciaires par la partie défenderesse
 - Santé mentale de la partie défenderesse
 - Menaces de la partie défenderesse envers d'autres personnes
 - Accès de la partie défenderesse à des armes létales, des armes à feu et des munitions, ou utilisation d'armes létales et actes ou menaces de violence avec une arme létale
 - Abus d'alcool ou de stupéfiants (drogues) par la partie défenderesse
 - La violence de la partie défenderesse a entraîné des blessures physiques graves, des rapports sexuels forcés, une strangulation (ou un étouffement), des mauvais traitements pendant la grossesse, des mauvais traitements infligés à l'animal de compagnie de la famille, et/ou une entrée forcée pour avoir accès à la partie demanderesse ou à sa famille et aux membres de son foyer
 - Séparation récente de la partie défenderesse ou relation récemment terminée
 - Comportements obsessionnels et de contrôle de la partie défenderesse, y compris le fait de vous traquer, de vous espionner, de vous suivre et/ou de vous isoler (la partie demanderesse)
 - Menaces de la partie défenderesse de se tuer ou de tuer d'autres personnes
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

11. La partie demanderesse demande en outre au tribunal d'accorder une aide conformément à R.C. 3113.31 pour protéger la partie demanderesse et/ou les membres de la famille ou du foyer nommés dans cette requête en protection contre la violence dans les fréquentations en accordant une ordonnance civile de protection qui : (cochez toutes les cases applicables.)

- a. Interdise à la partie défenderesse de maltraiter la partie demanderesse et les personnes nommées dans la présente requête en leur nuisant ou en tentant de leur nuire, en les menaçant, les suivant ou les traquant, en les harcelant, en les contactant, en leur imposant des relations sexuelles ou en commettant des délits à caractère sexuel à leur rencontre.
- b. Interdise à la partie défenderesse de pénétrer, approcher ou contacter, par quelque moyen que ce soit, le domicile, l'école, l'entreprise et le lieu de travail de la partie demanderesse et des membres de sa famille/de son foyer nommés dans la présente requête.
- c. Interdise à la partie défenderesse d'approcher ou de contacter, par quelque moyen que ce soit, la partie demanderesse ou les membres de sa famille/de son foyer nommés dans la présente requête.

- d. Interdit à la partie défenderesse d'enlever, cacher, blesser ou éliminer tout animal domestique ou de compagnie appartenant ou possédé par la partie demanderesse.
- e. Autorise la partie demanderesse à récupérer auprès de la partie défenderesse ses animaux domestique ou de compagnie, soit :

- f. Ordonne à la partie défenderesse de suivre un programme de responsabilisation, un programme d'aide aux toxicomanes, ou tout autre programme d'intervention jugé nécessaire par le tribunal.
- g. Ordonne à l'opérateur de téléphonie mobile de séparer le compte de la partie demanderesse de celui de la partie défenderesse, conformément à R.C. 3113.45 à 3113.459. La partie demanderesse prendra à sa charge tous les coûts associés au numéro de téléphone mobile et de l'appareil associé à ce numéro.

N° de téléphone de facturation de la partie défenderesse : _____

Les coordonnées de la partie demanderesse figurent en page 1 de la présente requête. Les numéros de téléphonie mobile utilisés par la partie demanderesse, ou par des enfants mineurs placés sous sa garde, et qui doivent être transférés à la partie demanderesse sont les suivants :

- h. Comprend les dispositions supplémentaires suivantes :

12. La partie demanderesse demande également que le tribunal n'émette aucune ordonnance de protection mutuelle ou autre ordonnance contre la partie demanderesse à moins que toutes les conditions de R.C. 3113.31(E)(4) ne soient remplies.
13. Conformément à R.C. 3113.31(M), la partie demanderesse demande au tribunal d'autoriser, le cas échéant, son ou sa défendeur·e des victimes, à l'accompagner à toutes les étapes de la présente procédure.
14. Lors de l'audience non contradictoire (*Ex Parte*) ou de l'audience contradictoire (*Full Hearing*), la partie demanderesse demande en outre au tribunal d'accorder toutes les autres mesures de recours que le tribunal juge équitables et justes, y compris des ordonnances ou des directives aux services de police.
15. La partie demanderesse a énuméré des procédures judiciaires (dont le divorce, la garde des enfants, les services à l'enfance, la cruauté envers les animaux, les délits à caractère sexuel, une ordonnance d'interdiction de contact et une ordonnance de protection) et autres instances judiciaires concernant la partie défenderesse, qui peuvent être liées à la présente procédure : (Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.)

INTITULÉ DU DOSSIER	N° DE DOSSIER	TRIBUNAL/COMTÉ	TYPE DE DOSSIER	DÉCISION

Je déclare sous serment ou certifie que les réponses ci-dessus sont véridiques, complètes et exactes, pour autant que je sache. Je comprends que le fait de faire de fausses déclarations dans le présent document me rendrait passible de condamnation pour outrage au tribunal, et peut résulter en une peine d'emprisonnement et une amende, et peut également m'exposer à des sanctions pénales pour parjure conformément à R.C 2921.11.

SIGNATURE DE LA PARTIE DEMANDERESSE

DATE

SI VOUS N'AVEZ PAS D'AVOCAT·E, N'INSCRIVEZ RIEN DANS RUBRIQUE SUIVANTE

Signature de l'avocat·e

Numéro d'inscription de l'avocat·e

Nom de l'avocat·e

Téléphone de l'avocat·e

Adresse de l'avocat·e

Fax de l'avocat·e

Ville, État, Code postal

E-mail de l'avocat·e

AU TRIBUNAL *COMMON PLEAS* (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
 COMTÉ DE _____, OHIO

Partie demanderesse

: N° de dossier

contre

: Juge/Magistrat·e

Partie défenderesse

:

DEMANDE DE PROCÉDURE DE SIGNIFICATION

INSTRUCTIONS AU OU À LA GREFFIER·ÈRE DU TRIBUNAL :

Conformément à Civ.R. 65.1(C)(2), veuillez signifier à la partie défenderesse une copie de la requête, de l'ordonnance éventuelle de protection non contradictoire (*Ex parte*) et de tout autre document associé, à l'adresse et selon les instructions ci-après :

Signification en mains propres

Courrier certifié avec accusé de réception

Autre (spécifier) _____

Autre (adresse) : _____

Signification en mains propres

Courrier certifié avec accusé de réception

Autre (spécifier) _____

INSTRUCTIONS SPÉCIALES À L'INTENTION DU SHÉRIF :

**SIGNATURE DE L'AVOCAT·E OU DE LA PARTIE
DEMANDERESSE**

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA SIGNIFICATION

La requête a été signifiée à la partie défenderesse le _____

Nom et n° de badge de l'agent

Nom du service de police

Date

ATTESTATION D'ENVOI POSTAL PAR LE OU LA GREFFIER·ÈRE

La signification de la procédure a été expédiée par _____ ce _____

Témoïn : _____ Le ou la greffier·ère adjoint·e

Please complete this form in English